

Le

Projet sur la cybercriminalité

www.coe.int/cybercrime



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Conférence Octopus Interface

Coopération contre la cybercriminalité

23 – 25 mars 2010

Palais de l'Europe (salles 1 et 2), Conseil de l'Europe, Strasbourg, France

Version 1 avril 2010

Programme

MAR, 23 mars	
8h30 – 9h15	Accueil des participants
<i>Session plénière</i>	<i>Salle 1</i>
9h15	Session d'ouverture <ul style="list-style-type: none">➤ Discours d'ouverture : Maud de Boer-Buquicchio, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe ➤ Discussion de panel : Sécurité et droits fondamentaux – quelles règles pour l'Internet?<ul style="list-style-type: none">- Eduardo Thill, Secrétaire adjoint à la gestion des technologies, Cabinet des Ministres, Argentine- Ahmed El-Sherbini, Adjoint au Ministre des technologies de l'information et de la communication et Directeur de l'Institut national des télécommunications, Egypte- Geronimo Sy, Ministre adjoint de la Justice, Philippines- Laurent Masson, Directeur juridique Anti-Piratage et Cybercriminalité, Microsoft Europe, Moyen Orient, Afrique, France- Goran Klemencic, Secrétaire d'Etat du Ministère de l'Intérieur, Slovénie
10h45 – 11h00 <i>Pause café</i>	
11h00 – 13h00	Mise à jour <p>Cette session donnera un aperçu des développements survenus depuis la Conférence Octopus de 2009.</p> <p>Modérateurs : Zahid Jamil, Avocat, Pakistan</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Objectifs de la conférence et aperçu des développements (Alexander Seger, Chef de la Division du crime économique, Conseil de l'Europe) ➤ Développements au niveau de l'Union Européenne (Jakub Boratyński, Chef de l'Unité contre le crime organisé (F2), Direction générale Justice, liberté et sécurité, Commission européenne) ➤ Développements au niveau du Conseil de l'Europe, y compris le travail du Comité

	<p>poursuites de la Couronne, GB)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Créer des centres pilotes pour la formation judiciaire [16h45-17h15] <ul style="list-style-type: none"> - Présentation sur le Centre pour les études judiciaires, Lisbonne (Pedro Verdelho, Centre pour les études judiciaires, Portugal) - Présentation sur le Centre pour les études judiciaires, Le Caire, Egypte (Mohamed Moheb, Juge, Cour économique, Egypte) - Autres exemples et discussion ➤ Vers la mise en oeuvre du concept [17h15-18h00] <ul style="list-style-type: none"> - Préparer une proposition de projet dans le cadre du « Programme Justice pénale – JPEN » (Dave O'Reilly, UCD, Irlande) - Formation judiciaire proposée en Europe du Sud-Est (Cristina Schulman, Conseil de l'Europe) - Autres propositions et discussion
	<i>Salle 2</i>
<p>14h30 – 18h00</p> <p><i>Coffee break</i> 16h00 – 16h15</p>	<p>Atelier 2 : Les responsabilités des organes de répression</p> <p>La répression de la cybercriminalité incombe en premier lieu aux autorités de répression, en particulier aux unités spécialisées dans les crimes liés à la haute-technologie. Toutefois, d'autres acteurs peuvent également jouer un rôle crucial dans la prévention et le contrôle de la cybercriminalité, y compris les CERT (« Computer Emergency Response Teams ») / CSIRT (« Computer Security Incident Response Teams ») ainsi que les autorités de régulation, ICANN, les registres et les registrants. L'atelier vise à discuter de leurs responsabilités et d'identifier des opportunités de coopération entre eux et les autorités de répression. Une proposition spécifique de « law enforcement due diligence recommendations for ICANN » sera présentée.</p> <p>Modérateur/rapporteur : Radomir Jansky (Direction générale Justice, liberté et sécurité, Commission européenne) / Markko Künappu (Ministère de la Justice, Estonie)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Coopération et responsabilités partagées (autorités de répression, « CERTs/CSIRTs », registres, autorités de régulation) – bonnes pratiques et propositions spécifiques [14h30 – 16h00] : <ul style="list-style-type: none"> - Finlande (Kauto Huopio, Autorité finlandaise de régulation des communications) - Roumanie (Virgil Spiridon, Chef de l'Unité contre la cybercriminalité, Police nationale roumaine) - Turquie (Bilal Sen, Unité sur la cybercriminalité et les systèmes, Police nationale turque) - Coopération entre les Registres Internet Régionaux et les organes de répression (Wout de Natris, Coordinatrice pour le Plan d'Action de Londres, Autorité indépendante de la Poste et des télécommunications des Pays-Bas / Roland Perry, Responsable des relations publiques, RIPE NCC, Pays-Bas) ➤ Vers des « law enforcement due diligence recommendations for ICANN » et les registrants [16h15 – 18h00] : <ul style="list-style-type: none"> - Présentation des recommandations (Bobby Flaim, Agent spécial de surveillance, Bureau fédéral des investigations, USA / Paul Hoare, Responsable, Agence contre le crime organisé, Grande-Bretagne) - Commentaires (Jayantha Fernando, Directeur de programme / Conseiller juridique, Agence des technologies de l'information et de la communication du Sri Lanka et membre du Comité Consultatif Gouvernemental, ICANN)

<i>Fin de la 1ère journée</i> <i>18h00</i>	- Discussion
20h00	Dîner dans un restaurant strasbourgeois (Restaurant <i>Zuem Strissel</i>)
MER, 24 mars	
<i>Ateliers</i>	<i>Salle 1</i>
9h15 – 13h00	<p>Atelier 3: La Convention sur la cybercriminalité comme cadre mondial</p> <p>Le but de cet atelier est de partager les expériences relatives à l'utilisation de la Convention « de Budapest » sur la cybercriminalité comme ligne directrice pour le développement de la législation nationale. Il permettra en outre une discussion ouverte sur la valeur de ce traité comme cadre mondial.</p> <p>Modérateur/rapporteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Henrik Kaspersen (Ancien Président du Comité de la Convention sur la cybercriminalité, Professeur émérite, Université d'Amsterdam, Pays-Bas) / Jörg Polakiewicz (Conseil de l'Europe) ➤ La législation sur la cybercriminalité : développements et bonnes pratiques à travers le monde [9h15 – 11h00] <ul style="list-style-type: none"> - Botswana, Brésil, Cambodge, Costa Rica, République Dominicaine, Indonésie, Laos, Ile Maurice, Mexique, Nigéria, Philippines, Roumanie, Sénégal, autres pays [interventions de 5 minutes] ➤ Discussion : La Convention "de Budapest" sur la cybercriminalité comme cadre mondial [11h15 – 13h00] <ul style="list-style-type: none"> - Introduction (Alexander Seger, Conseil de Europe) <p>Discussion de panel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jakub Boratyński, Commission européenne - Geronimo Sy, Ministre Adjoint de la Justice, Philippines - Marcos Salt, Professeur de droit pénal et de procédures pénales, Université de Buenos Aires, Argentine - Zahid Jamil, Pakistan - Bernhard Otupal, Directeur adjoint pour les crimes financiers et les crimes liés à la haute technologie, Interpol, France <p>Discussion ouverte</p>
<i>Pause café</i> <i>11h00 – 11h15</i>	
	<i>Salle 2</i>
9h15 – 13h00	<p>Atelier 4: Cartographie des réseaux et des initiatives</p> <p>Un large éventail de réseaux internationaux, d'organisations et d'initiatives ont été créés pour traiter de la cybercriminalité. L'objectif de cet atelier est de permettre un partage d'informations sur les différents réseaux et de discuter de la création d'un portail les répertoriant et facilitant l'accès à ces réseaux et la mise en réseau de ces réseaux. La création d'une liste de contact pour permettre la coopération contre la cybercriminalité entre les secteurs public et privé sera également discutée au cours de cet atelier.</p> <p>Modérateur/rapporteurs :</p> <p>Esther George (Service des poursuites de la Couronne, GB) / Jean-Christophe Le Toquin (Directeur de la sécurité Internet, Microsoft Europe Moyen-Orient et Afrique,</p>

<p><i>Pause café</i> <i>11h00 – 11h15</i></p>	<p>France)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cartographier les réseaux contre la cybercriminalité : des opportunités de synergies et de partenariats [9h15 - 12h00] [interventions de 10 minutes] <ul style="list-style-type: none"> - Interpol (Bernhard Otupal, Interpol, France) - « Global Prosecutor E-Crime Network » (Réseau international de procureurs spécialisés dans le crime électronique), GPEN (Esther George, Service des poursuites de la Couronne, GB) - INHOPE (Ruben Rodriguez, Président de l'Association InHope, Irlande) - Groupe de travail Anti-Phishing (Peter Cassidy, Secrétaire Général, USA) - Initiative mondiale des réseaux TIC (Cornelia Kutterer, Microsoft, Bruxelles) - Groupe de travail contre les abus de messagerie électronique, MAAWG (Luc Mathan, Co-président en charge de la politique publique, Conseil d'administration du MAAWG, France) - Plan d'Action de Londres (Shaundra Watson, Conseillère pour la protection internationale des consommateurs, Bureau des affaires internationales, Commission fédérale du commerce, USA) ➤ Vers une liste de contact public-privé [12h00 – 13h00] <ul style="list-style-type: none"> - Présentation (Radomir Jansky, Commission européenne) - Commentaires (Uwe Rasmussen, August & Debouzy, Microsoft, France) - Discussion
<p>MER, 24 mars <i>Ateliers</i></p>	<p style="text-align: right;"><i>Salle 1</i></p>
<p>14h30</p>	<p>Atelier 5 : Renforcement des capacités / assistance technique contre la cybercriminalité</p> <p>Tel qu'affirmé dans les documents issus du Sommet mondial sur la Société de l'Information (2003/2005) et confirmé lors de tous les Fora sur la Gouvernance de l'Internet (à Athènes, Rio, Hyderâbâd et Sharm El Sheikh), les technologies de l'information et de la communication sont des moteurs de développement et « un outli permettant de réaliser les buts et objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement ». Les mesures contre la cybercriminalité soutiennent le renforcement de la sécurité et de la confiance dans les technologies de l'information et de la communication, et contribuent ainsi au développement. Des mesures pour réformer la législation et mettre en place une justice pénale sont en cours dans de nombreux pays à travers le monde. Dans le même temps, l'assistance technique qu'ils reçoivent de la part d'organisations de coopération au développement est plutôt limitée et les efforts de réformes sont à risque. Au cours de cet atelier, les besoins en matière d'assistance seront discutés et des exemples de projets de coopération technique seront présentés. L'atelier a pour but d'identifier les étapes à franchir en vue d'un effort mondial de renforcement des capacités.</p> <p>Modérateur/rapporteur :</p> <p>Gillian Murray (Point focal pour la cybercriminalité, Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, Vienne) / Alexander Seger (Conseil de l'Europe)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Coopération technique/renforcement des capacités : Quels sont les besoins ? [14h30 – 15h00] <ul style="list-style-type: none"> - Rishi Rishi Raj Singh, Inspecteur Général de la police, Bureau central d'investigation, Inde

<p><i>Pause café</i> 16h00 – 16h15</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Interventions des autres participants et discussion ➤ Exemples de programmes de renforcement des capacités en matière de cybercriminalité [15h00 – 17h00] <ul style="list-style-type: none"> - Projet du CdE/UE contre la cybercriminalité en Géorgie (partenaire de Géorgie) - Programmes du Département américain de la Justice (Betty Shave, Vice-directrice adjointe pour la criminalité informatique internationale, Section sur la criminalité informatique et la propriété intellectuelle, Département de la Justice des Etats-Unis, Washington DC, USA, Présidente du Comité de la Convention sur la cybercriminalité, T-CY) - Programme de l'Union européenne (Radomir Jansky, Commission européenne) - Les activités de l'ONUDC (Gillian Murray, ONUDC) - Le soutien apporté par le secteur privé : Microsoft (Ghada Khalifa, « Citizen Manager », Microsoft, Egypte / Marcia Teixeira, « Internet Safety Lead », Amérique Latine, Microsoft, USA) - Le soutien apporté par le secteur privé : McAfee (Greg Day, Analyste sécurité, McAfee, Grande Bretagne) - Conseil de l'Europe – projets en cours et propositions de projets (Alexander Seger, Conseil de l'Europe) - Autres programmes ➤ Discussion : vers un effort mondial de renforcement des capacités ? [17h00 – 18h00]
	<p><i>Salle 2</i></p>
<p>14h30</p> <p><i>Pause café</i> 16h00 – 16h15</p>	<p>Atelier 6 : Mesures efficaces contre l'exploitation et les abus sexuels commis à l'encontre des enfants sur l'Internet</p> <p>La sécurité en ligne des enfants et leur protection contre l'exploitation et les abus sexuels sur l'Internet est une priorité pour de nombreux partenaires des secteurs public et privé. Des outils et des instruments sont disponibles – en particulier la Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, (STCE 201) et la Convention « de Budapest » sur la cybercriminalité (STCE 185). Cet atelier vise à partager les bonnes pratiques, à évaluer l'efficacité de ces outils et de ces instruments ainsi qu'à identifier les mesures à prendre pour renforcer leur impact.</p> <p>Modérateur/rapporteur : Ruben Rodriguez (Association InHope, Irlande) / Cristina Schulman (Conseil de l'Europe)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'approche du Conseil de l'Europe [14h30 – 15h45] <ul style="list-style-type: none"> - L'approche globale concernant la protection des enfants en ligne (Liubov Samokhina Chef de la Division des politiques des Droits de l'Enfant et de la famille a.i, Conseil de l'Europe) - La Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels et la Convention "de Budapest" sur la cybercriminalité : lignes directrices pour l'action et évaluation des progrès (Cristina Schulman, Conseil de l'Europe) - Interventions par les pays sur les mesures prises et discussion par les autres participants ➤ Initiatives et opportunités pour une action commune [16h00 – 17h15]

	brésilienne) - Udo Helmbrecht (Directeur exécutif, ENISA, Union européenne) - Roger Halbheer (Conseiller en chef sur la sécurité, Europe Moyen Orient Afrique, Microsoft, Suisse)
	Prévention et sensibilisation à la cybercriminalité: « Maga No Need Pay » - Introduit par Farida Waziri (Présidente exécutive de la Commission de lutte contre les fraudes économiques et financières du Nigeria) et Jummai Umar-Ajijola (Microsoft, Nigéria)
12h15	Conclusions Modérateur: Philippe Boillat (Directeur général des droits de l'Homme et des affaires juridiques, Conseil de l'Europe) ➤ Discussion et adoption des « Messages de la Conférence Octopus » ➤ Panel de conclusion <ul style="list-style-type: none"> - Ambassadeur Paul Widmer, (Représentant permanent de la Suisse, Présidence suisse du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe) - Farida Waziri, (Présidente exécutive de la Commission de lutte contre les fraudes économiques et financières du Nigeria) - Jayantha Fernando, Directeur de programme / Conseiller juridique, Agence des technologies de l'information et de la communication du Sri Lanka et membre du Comité Consultatif Gouvernemental, ICANN) - Claudio Peguero (Conseiller auprès du Chef de la Police sur les questions liées aux technologies de l'information et de la communication, Police nationale, République dominicaine)
13h00	Fin de la conférence
Pour toute question, veuillez contacter:	
Division du crime économique, DGHL, Conseil de l'Europe 67075 Strasbourg CEDEX, France	
Tel +33-3-9021-4506 Fax +33-3-9021-5650 Courriel alexander.seger@coe.int	